

Arrondissement de Rodez
Réunion d'école publique
Réunion de Laguiole, mardi 9 décembre 2003, de 18 heures à 21 heures.

Constat :

Participants : 5 personnes présentes (9 enseignants, 3 élus, 1 parent, 2 citoyens)

Sujet 5

Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

- Les connaissances : lire – écrire – compter.
Les IO sont à la fois très précises et trop vagues. Il faudrait avant tout poser la question de l'utilité des connaissances. A quoi ça sert d'apprendre ?
Certaines connaissances sont démodées, certaines sont inutiles, les contenus sont dépassés, débat sur l'utilité de certaines connaissances en histoire par exemple (en 50 ans les contenus n'ont pas changé), il serait préférable d'aider les élèves à comprendre le monde dans lequel ils vivent.
L'Ecole doit transmettre une culture minimale de base qui reste encore à définir.
Pas d'entassement de connaissances qui n'encouragent pas les élèves à apprendre, parce qu'ils n'en voient pas l'utilité immédiate, ni le sens.
 - Les compétences : être apte à comprendre pourquoi il faut apprendre
Comprendre la société et le monde d'aujourd'hui, être capable d'analyser. Le rôle des médias très et trop important dans les connaissances des élèves qui ne parviennent pas à faire le tri.
L'Ecole doit former au traitement de l'information (rôle de l'image)
L'adulte doit partir des connaissances que l'élève possède déjà.
« Des têtes bien faites, plutôt que bien pleines »
L'école doit éveiller la curiosité et l'envie d'apprendre.
 - Les règles de comportement : les objectifs sont flous
Retour à plus d'exigence, les élèves échappent à des règles de disciplines élémentaires. L'école semble trop laxiste.
Nécessité de cohérence entre l'école et les familles.
Rétablir la confiance entre les différents partenaires, les enseignants se sentent trop souvent lâchés par les parents.
« Etre au centre du système éducatif n'est pas synonyme de Roi du système éducatif »
L'école doit avoir ses contraintes et elles doivent être respectées de tous.
L'aides des parents est indispensable.
- Les élèves doivent comprendre que tout n'est pas plaisir immédiat, il faut que tous travaillent à redonner le goût de l'effort aux enfants.
Les élèves doivent apprendre à communiquer.
L'adulte, la société devrait être « modélisante » et elle ne l'est pas, influence des médias néfaste sur les valeurs véhiculées, valeurs qui ne sont pas celles développées par l'Ecole en général.

Sujet 12

Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école, peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

- 1 parent : » faux débat : les parents ne doivent pas se mêler de ce qui se passe à l'école, état de confiance absolue ».
- 1 enseignant : les parents sont à même d'enseigner eux-mêmes leurs enfants !...jusqu'à la fin du cycle 3 : Tollé général
- Les échanges sont nécessaires entre l'école et les parents, les élèves sont au centre de ce système il faut mettre en place un véritable partenariat basé sur la confiance réciproque
- OUVRIR L'ECOLE :
 - Pour le cas par cas
 - Conseils d'école, partenariat avec les associations etc.... sont très bénéfiques, rencontres et harmonisations vitales et dynamisantes en milieu rural.
 - NON à l'ingérence
- Les parents et élus sont satisfaits dans l'ensemble des enseignants
- Le débat sur la concurrence du privé : source d'inégalités, subventions et politique de l'Etat incompréhensibles, mettent en danger l'école de la République. Les élus présents dénoncent les difficultés rencontrées pour sauver leurs écoles.
- Pourquoi des réunions distinctes pour ce débat? Cela entérine les fractures.
- Nécessité d'une Ecole unique pour tous.
- Rappel de l'attachement à la laïcité et à l'Egalité.
- Rappel des Lois de la République, l'Ecole républicaine n'est pas à vendre.

La politique de regroupement par cycles semble être une alternative aux problèmes que rencontre l'école rurale, enseignants et élus y sont favorables, mais l'information passe mal auprès des parents qui jouent des facilités qui leur sont proposées ; situation de chantage qui menace l'école publique. Certains élus menacent de ne plus subventionner les transports scolaires vers les écoles privées de leur secteur.

Trop grande inégalité entre l'école privée et l'école publique, les mêmes règles ne sont pas appliquées, l'école publique n'a pas le choix de ses élèves et les procès faits à l'école publique sont faussés.

- Prise en compte des spécificités du monde rural : rythmes, éloignement, manque de moyens sont autant de sources d'inégalités que la collectivité doit prendre en compte.
- Accompagnement scolaire indispensable en milieu rural pour garantir une Egalité, tout en sachant que cette notion d'Egalité est illusoire et utopique. L'accompagnement peut diminuer les écarts entre les zones privilégiées et celles qui ne le sont pas. Se pose la question des moyens mis en œuvre en personnel et aspects financiers.
- L'Etat impose des enseignements mais n'assure pas les moyens de leur mise en œuvre (anglais, informatique etc....)
- Nécessité de régler une bonne fois pour toutes les problèmes de rythme scolaire ; les rythmes biologiques de l'enfant étant prioritaires sur les considérations économiques et mercantiles.

Sujet 19

Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

- L'école n'a pas de marge de manœuvre ni d'autonomie, le système est lourd et pesant dans l'organisation.
- L'Etat ne doit pas abandonner l'Ecole Publique aux régions
- Méfiances devant la décentralisation qui risque d'encourager les inégalités.
- L'Ecole de la République est garante d'une idéologie qu'il faut continuer à défendre : barrage aux idées sectaires et aux dérives propres à la privatisation.
- Les élus déplorent que l'Etat transfère de plus en plus les compétences aux collectivités. Le problème se pose quant à la répartition des moyens.
- Les élus procèdent à des investissements qui ne sont pas garantis dans la durée et dans le temps, les communes s'endettent et prennent d'énormes risques financiers. Cela ne garantit pas la sérénité des partenaires que ce soient les élus, les parents ou les enseignants. Il faudrait des garanties minimum.
- Coexistence des 2 écoles subventionnées à parts égales provoque sentiment d'injustice et d'inégalité.
- L'Etat doit prendre en compte la spécificité du monde rural, la géographie et les mentalités : les regroupements menacent l'Ecole Publique.
- Retour sur le débat autour de la LAICITE : à l'unanimité, l'Etat ne doit pas subventionner l'école privée.

Tous les ans les écoles de village sont mises en danger, les élus sont très en colère.

Trois priorités pour l'école :

1. Transmettre une culture minimale pour tous : lire – écrire – compter.
2. Ouvrir l'école sur le monde extérieur.
3. Un Etat responsable qui assume ses responsabilités et défend l'Ecole de la République, dans le respect affirmé de la laïcité.